

Corona virus

Pour SUD PTT la sécurité des personnels avant les profits

Suite aux annonces du président, la direction de La Poste a mis du temps à réagir face à la fermeture des écoles, le Comité exécutif ayant même eu du mal à se réunir dès vendredi matin. La communication aux organisations syndicales et par répercussion aux salarié·e·s est sur cette affaire une catastrophe

Dès les premières annonces, le flottement a été total. Les consignes et les procédures ont été appliquées ou pas avec des fortunes diverses selon les branches que l'on travaille dans le réseau des bureaux de poste, à la collecte ou à la distribution des envois ou dans les usines de tri. Il a fallu dans certains endroits attendre la fin de la journée pour savoir à quelle sauce les postier·e·s allaient être mangés. Dans certains endroits, l'encadrement est allé jusqu'à faire pression sur pression pour empêcher les postier·e·s de prendre les jours auxquels ils ont pourtant droit. On ne compte plus les établissements où il n'y a pas de gel hydro-alcoolique, ni de masques, pas de lingettes pour nettoyer les écrans des tablettes touchées par les usagers pour les signatures. On a même conseillé à certain·e·s facteurs/trices

de se laver les mains sur leur tournée, avec des jerrycans d'eau !

Même si le premier service public de proximité est essentiel à la collectivité, spécialement en temps de crise, il n'est pas acceptable que les agents de La Poste puissent être exposés et exposent de fait la population qu'ils fréquentent au quotidien. Par ailleurs, les rappels aux obligations de continuité du service public sont particulièrement cyniques quand on sait comment les dirigeants de La Poste le détruisent chaque jour, des fermetures de bureaux au démantèlement des boîtes aux lettres en passant par les tournées à découvert.

Les annonces du Premier ministre aggravent plus encore la situation. En effet, la fermeture des différents lieux pose question, notamment les restaurants permettant aux postier·e·s de prendre leur pause. Globalement, y compris dans les restaurants d'entreprises qui restent ouverts, il sera impossible par exemple pour les postier·e·s de se restaurer dans de conditions convenables au vu des mesures envisagées.

Nous n'oublions pas les 10 000 distributeurs de Mediapost, filiale pour les imprimés publicitaires de La Poste, et aussi ceux et celles d'Adrexo dont les travailleurs sont en grande partie retraités, non assujettis au chômage et à temps partiel, ils doivent bénéficier de toutes les mesures pour leur sécurité et le maintien de leurs salaires.

Pour la fédération SUD PTT, les conditions de travail des postier·e·s pour exercer leur métier sont critiques. Nous sommes attachés au service public, mais pas au détriment de notre santé et pour bâcler celui-ci. Il faut donner les moyens d'exercer ces missions. Ce qui n'est pas le cas actuellement. L'état est toujours un de nos actionnaires et il ne peut agir comme le simple relais du patronat et de ses intérêts.

Nous appelons clairement à l'exercice du droit de retrait des agents à la mesure de leur exposition à un danger grave et imminent, ce qui est le cas dans de nombreuses situations où ils ne bénéficient d'aucune protection ou de barrière sanitaire. De nombreux postier·e·s y ont déjà répondu ce matin.